Vœux 2015 et hommage à Charlie Hebdo
Pierre Laurent – secrétaire national du Parti communiste français, 12 janvier 2015

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, cher-e-s invité-e-s

Les vœux que j'ai à vous présenter cette année ont un goût amer.
Nous avons voulu maintenir cette cérémonie qui nous réunit chaque année, même si elle ne ressemble en rien à celle que nous imaginions. Et je vous remercie d'avoir répondu si nombreux ce soir. Je veux placer cette soirée sous le signe de la paix et de la fraternité.
La France a été frappée au cœur par un acte terroriste sans précédent, visant à tuer un journal tout entier et, à travers lui, toute la liberté d'expression, fauchant la vie de policiers et de citoyens dont ceux de confession juive pris en otage à la Porte de Vincennes, cherchant à terroriser la population par la violence de ces crimes. Et nous, nous avons perdu des amis chers, des amoureux de la liberté, des artistes et des compagnons de combat contre toutes les haines et les obscurantismes.

Dans un élan d'une formidable puissance, des millions de Français ont, samedi et dimanche, rendu hommage aux victimes, ont manifesté leur peine, dit leur attachement aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. Leur geste collectif redonne sens à la devise de la République si souvent utilisée pour servir des paroles vides ou, pire, des actes contraires au progrès et à l'émancipation humaine qu'elle symbolise. La marche parisienne a été hier un événement exceptionnel, appuyé par les marches de toute la France.

Oui, l'immense masse de ceux qui a défilé ont voulu dire la France de la liberté et du vivre ensemble plutôt que l'engrenage de la guerre et de la haine. Cet élan d'espoir, certes exprimé dans la peine et la douleur, il va maintenant falloir tout faire pour lui donner force et durée contre tous les détournements prévisibles, car l'odeur de la guerre et du choc des civilisations se répand déjà partout dangereusement.

La mort de dix-huit personnes a bouleversé le monde et particulièrement les progressistes du monde entier.
Nous avons reçu au siège du parti de nombreux témoignages du Mali, du Sénégal, d'Algérie, du Liban, de Tunisie, de Palestine, de Syrie, de Kobané, du Japon, de Cuba et de son Président Raoul Castro, du Vénézuela, des partis de la Gauche européenne. Certains étaient même avec nous hier, dans le défilé. Wolinski qui a tant dessiné contre la dictature des colonels en Grèce aurait apprécié. Je pense particulièrement à Manolis Glezos, 92 ans, député européen de Syriza et résistant de toujours, qui avait fait le déplacement. En 1941, étudiant, il avait décroché le drapeau nazi de l'Acropole pour le remplacer par le drapeau grec.

Pour commencer, nous avons voulu que ce moment de partage, qui nous réunit ce soir, rende hommage aux amis et camarades perdus dans la terrible tuerie qui a frappé Charlie Hebdo.

Évidemment, nous associons, ce soir, à nouveau, dans notre hommage toutes les victimes de cette terrible semaine, ceux de l'équipe de Charlie, ceux des forces de police, et ceux de la communauté juive. Nous continuerons à participer aux hommages qui leur seront rendus.
Certains disent que Charlie était sulfureux. Ce n'est pas Charlie qui sentait le souffe c'est notre monde. Ne regardons pas ce qui s'est passé comme un événement isolé.
Regardons seulement les quinze derniers jours.

Ils commencent avec un grillage qui cerne un banc public. Puis les bateaux des migrants, le refus d'inhumer un bébé rom décédé, la médiatisation outrancière du livre de Houellebecq … Le numéro de Charlie Hebdo de la semaine dernière mettait ces événements en caricatures, comme l'HD de la semaine de Charb sur les SDF morts dans le froid.

C'est notre période qui sent le soufre et si nous voulons nous désintoxiquer, il faut conjuguer dans la République la Liberté avec plus de fraternité et de justice sociale, à l'image des yeux pétillants de vie

d'un Wolinski, Cabu, Charb, Tignous, Honoré, Mustapha Ourrad, Elsa Cayat, Bernard Maris.
Ce soir, nous les communistes, nous pleurons parmi eux des amis proches, des camarades de combat, qui donnaient souvent par leurs dessins bien plus de force que n'en sont capables nos discours.

Je pense singulièrement à Wolinski, à Tignous et à Charb, dont les traits ont illustré tant de unes et de pages de l'Humanité et de l'HD, tant de tracts, tant de journaux syndicaux, de bulletins municipaux, tant de tee-shirts, tant de gobelets dans lesquels nous trinquions à la Fête de l'Humanité.

Leur œuvre, puisqu'il s'agit bien d'artistes et de créateurs de premier plan, n'est pas résumable ici, en quelques mots. Nous trouverons dans ce siège et à la Fête de l'Humanité, les moyens, j'en suis certain, de les exposer dans les prochains mois.

Je veux seulement ce soir me souvenir de l'appétit avec lequel, jeune communiste, je me précipitais sur le dessin quotidien de Wolinski en une de l'Humanité dans les années 70-80. Lui, l'ami indéfectible de Cuba, pour lequel - dessin impérissable - « rien n'est trop beau pour la classe ouvrière». Comme ses camarades, Wolinski est avant tout un artiste. D'un coup de crayon, et quoi de plus universel qu'un dessin, il nous aide à vivre le monde qui nous entoure, à en rire, à se mettre en colère et à rêver de tout changer.
Dans mon histoire, Wolinski c'est la part libertaire de mon engagement communiste et humaniste.
Chère Maryse, comme vous l'avez dit ces derniers jours, il est mort avec ses camarades au service de sa chère liberté pour laquelle il s'est toujours battu.

Je veux me souvenir de l'œil de Tignous, qui dans la nouvelle formule magazine de l'HD, que j'animais en 1990, avec Martine Bulard et Jack Dion, éclairait chaque semaine nos regards sur l'actualité d'un éclat de rire.

Je veux me souvenir des pages Cactus créées avec Charb, Tignous, et tant d'autres parmi lesquels Honoré. Deux pages de libres dessins dans l'HD et deux heures de folle rigolade et de délires chaque semaine à la rédaction pour choisir les dessins retenus. Charb, avec son ami Luz étaient alors la génération montante de Charlie, encadrée notamment par Siné.
Mais déjà, malgré sa jeunesse, il était l'un des animateurs de cette belle équipe, capable de faire « atterrir » cette bande de joyeux lurons. Et il l'a montré ô combien par la suite, en prenant la direction de Charlie.

Je n'oublierai aucune de nos rencontres, Charb, mon camarade. Surtout pas celle, traditionnelle de la Fête de l'Humanité, où tu voulais toujours qu'on fasse une photo, toi le poing levé, à côté du « chef du parti », ton « patron » me charriais-tu, histoire que personne n'oublie où était ton cœur de combat. C'était aussi ta signature. Et dans ces circonstances dramatiques, j'ai envie de te faire une blague, Charb, et de faire comme si, ici, ce soir, devant tous tes camarades, on te remettait une carte pour te faire membre d'honneur de notre Parti. T'inquiètes pas, Charb, c'est une blague ! Mais dans notre cœur tu es bien des nôtres.
Voilà, je voudrais qu'ensemble, nous pensions très fort à tous. Et avant que nous n'observions une minute de silence, je vais laisser la parole à nos amis présents :
Patrick Pelloux – Patrick Appel Muller, directeur de la rédaction de l'Humanité -

==========

Je vous remercie, et si vous le permettez, je veux vous dire maintenant quelques mots sur les responsabilités qui vont être les nôtres dans cette situation bouleversée.

Nous sommes tous encore sous le choc. Sous le choc de l'attaque meurtrière contre Charlie, des prises d'otages qui ont suivi, et de leur issue fatale. Sous le choc aussi de l'émotion populaire nationale et internationale que ces événements ont provoquée, et singulièrement de l'immense

réponse apportée par le peuple français dans toutes les villes de France. Nous voilà toutes et tous au pied du mur de cette double question :
- Que faire de cet immense élan populaire ? Qu'en faire de bon pour la justice, la sécurité et la paix, ici et dans le monde ?

- Et vers quelle société, quel monde désormais avancer, pour vivre demain, tous ensemble, ici, en France et partout ailleurs ?

Je sais bien que certains s'interrogent, parmi nos amis, nos camarades, sur l'instrumentalisation déjà à l'œuvre des marches de ce week-end, sur la présence de chefs d'État dont la responsabilité dans l'engrenage des guerres et du choc des civilisations est évidente et sur ce que pourrait bien vouloir dire « l'unité nationale » quand, parmi les personnalités présentes hier, s'en trouvaient qui n'hésitent pas à souffler sur les braises de la haine.
Je dirai un mot de cela, mais permettez-moi, de ne pas commencer par là.
Je veux d'abord saluer l'extraordinaire riposte du peuple français – des millions de nos concitoyennes et concitoyens qui, avec sang froid et dignité, ont dit leur hommage aux victimes, leur attachement à la liberté de la presse, et leur volonté de vivre ensemble. Oui, vivre ensemble, contre toutes les tentations de repli, de haine et de divisions. Vivre ensemble non pour cohabiter mais pour faire société ensemble, au-delà et dans le respect de nos opinions et de nos croyances. De ce point de vue, je veux dire, après d'autres, ma colère contre la déclaration de Benjamin Nethanyahu qui a été une insulte au message de rassemblement républicain qu'ont voulu clamer des millions de Français, qu'ils croient au ciel ou n'y croient pas, qu'ils prient Jésus, Jéhovah, Allah ou Vishnou.
Je veux saluer cette mobilisation car elle n'allait pas de soi. Le climat politique national est nauséabond. Les déclarations racistes de responsables politiques se banalisent. La xénophobie, l'antisémitisme et l'hostilité aux musulmans se répandent dangereusement en Europe. La montée de la violence partout dans le monde, l'idéologie du choc des civilisations, les guerres diffusent la peur et l'insécurité. Et rappelons-nous ce simple fait, le matin du drame, la promotion de Houellebecq battait encore son plein dans les médias. Dès ce matin, les invitations de Marine Le Pen aux matinales reprenaient comme si de rien n'était.

Or, pour l'heure, loin de ces appels à la haine, la masse des Français a choisi, face à cet acte de terreur, une réponse pacifique et citoyenne, une réponse de rassemblement. Ils ont choisi Charlie plutôt que la haine.

Il va falloir conforter cet élan car l'attaque contre les libertés va reprendre très vite, et prendre d'autres chemins, surtout si nos dirigeants choisissent la voie de la guerre pour répondre.
A l'opposé, **nous le disons avec force,** ils ont voulu tuer la culture, répondons par la culture.

Ils ont voulu tuer la liberté de la presse, répondons par la liberté de la presse, celle de Charlie, de l'Humanité, de la Marseillaise aujourd'hui menacée.
A ce propos, je veux vous informer d'une demande que Charb et Charlie Hebdo nous avaient adressée début décembre, pour faire adopter un nouvel article de loi facilitant le financement par souscription des journaux. J'avais répondu positivement, ainsi qu'Éliane Assassi et André Chassaigne pour nos groupes. Nous venons de décider de le déposer comme le projet de loi « Charb ». J'en fais le serment, nous ferons adopter l'amendement Charb au Parlement.
Remarquons au passage que l'élan citoyen, qui montre les vraies valeurs autour desquelles notre peuple est prêt à se rassembler, est bien mal servi par un système politico-médiatique sans cesse mobilisé pour lui confisquer sa parole ou la détourner au service d'objectifs qui lui sont étrangers. Oui, la liberté doit être défendue et pour cela tout doit être changé : les institutions, la politique, les médias. Oui, reconquérir le pouvoir citoyen sur tous les rouages de la République et sur les médias, c'est aussi le combat pour la liberté.

Notre parti est fier d'avoir contribué activement, toute la semaine écoulée, à permettre l'expression de cet immense élan citoyen. Nos élus ont également joué un rôle essentiel et actif dans leurs communes et leurs départements.

L'idée des marches républicaines de ce week-end a été lancée quelques heures après le drame de Charlie à l'initiative de notre parti et de plusieurs autres partis de gauche. Nous avons œuvré ensuite avec les syndicats et les associations à protéger le caractère citoyen de ces marches. Ce que nous visions et que nous visons toujours, c'est une « unité nationale des citoyens », une affirmation populaire commune pour les libertés, contre la haine, la violence, les racismes et les discriminations, et non « une union sacrée des partis » qui n'existe d'ailleurs pas. Entre citoyens comme entre partis, nous voulons le libre débat démocratique républicain, ni l'union sacrée, ni la guerre.

Et, même si les opérations politiciennes de récupération ont pu exister et existeront encore, même si la dimension officielle et internationale a pu paraître hier prendre le dessus, ces marches n'avaient pas de chef d'orchestre gouvernemental. Elles sont nées du sursaut citoyen massif des Français et des efforts auxquels nous avons contribué pour leur offrir un cadre d'expression démocratique.
Je crois d'ailleurs que l'un des enjeux majeurs de la période à venir est de contribuer à pérenniser cet élan citoyen et à faire fructifier ce qu'il peut produire de meilleur. La parole citoyenne ne doit pas être confisquée. C'est notre responsabilité d'y veiller dans le débat politique à venir, en nourrissant l'émotion de la réflexion.

A ce propos, je veux souligner l'attitude déshonorante qui a été celle du Front national. Marine Le Pen a tenté, honteusement, de faire passer pour une exclusion politique sa décision de ne pas se joindre à la réaction populaire nationale et de se placer hors de l'arc républicain. En déclarant que le crime contre Charlie allait permettre de « libérer la parole », elle a d'ailleurs révélé le terrible fond de sa pensée. Elle rêvait d'un déferlement de haine anti-musulman. Et la vigilance doit demeurer, car elle en rêve toujours.
Elle est allée se réfugier à Beaucaire pour déverser sa haine, encore et toujours. Son acharnement provoque le dégoût. Dégoût quand sans pudeur, elle prône la peine de mort. Dégoût quand son père pose sa candidature aux régionales au moment où la France est dans la rue. Le clan Le Pen montre le vrai visage de haine du Front national.

A l'inverse, je veux dire combien nous révulse l'injonction sans cesse adressée par des responsables politiques, des médias et certains de leurs pseudo-experts aux musulmans de France pour qu'ils se désolidarisent de ce crime, comme une manière de supposer qu'ils auraient par nature partie liée avec ce crime. C'est insupportable.
Les musulmans sont, dans le monde, les premières victimes du fondamentalisme islamiste. Et en France, ils en sont les premiers stigmatisés.
Depuis mercredi dernier, la liste des mosquées cible d'attaques s'allonge de jour en jour. Coups de feu à Port-la-Nouvelle et à Saint-Juery ; explosion à Villefranche-sur-Saône, incendie à Aix-les-Bains, tags et vandalisme à Bayonne, Rennes, Béthune, Chalon-sur- Saône, Poitiers, tête de porc accrochée à l'entrée d'une salle de prière en Corse.

Le drame que nous venons de vivre ne doit pas devenir le prétexte de la haine du musulman ! Pas plus que la moindre concession à l'antisémitisme ne puisse être tolérée.

Toute forme de stigmatisation d'une communauté, quelle qu'elle soit, doit être condamnée avec fermeté et détermination.

Cette suspicion n'est que le reflet d'un racisme banalisé pour qui la religion musulmane serait intrinsèquement dangereuse.
Dans l'odieux, Florian Philippot est même allé plus loin en dénonçant « les pudeurs des responsables politiques » qui ne veulent pas admettre « l'évidence du lien entre immigration et fondamentalisme islamique ». Je n'ai pas oublié les propos du clan Le Pen, que nous ressort la fille à longueur d'ondes. Je cite : « combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés ? » Elle n'hésite pas à agiter le spectre de l'immigré comme étant l'ennemi de l'intérieur et les quartiers populaires sont montrés du doigt.
Cette affirmation lepéniste est une honte et une dangereuse bombe à retardement lâchée au cœur de notre société en crise. Elle est totalement fausse. Le ministère de l'Intérieur admet que sur les 1 200 jeunes français répertoriés comme s'étant engagés ou ayant tenté de s'engager dans les guerres

d'Irak ou de Syrie, 30 % sont des femmes, 30 % des mineurs et 20 % des convertis.
Ce phénomène inquiétant touche donc la jeunesse française, et a en réalité à voir avec l'attrait des logiques de guerre, la radicalisation politique extrême et des frustrations graves ainsi que des phénomènes de désocialisation grave de ces jeunes. Elle n'a rien à voir avec l'immigration.
Quel monde, quelle société produisons-nous ? Voilà ce qui devrait nous interpeller et nous inciter à changer ce monde !

Les jours douloureux que notre pays traverse depuis le massacre de Charlie Hebdo interviennent au moment où les parlementaires français sont amenés, demain mardi, à se prononcer sur la poursuite de l'intervention française en Irak, sous égide d'une coalition internationale sous commandement américain.

Je veux vous dire pourquoi nous n'apportons pas notre soutien à la poursuite de cette guerre, pourquoi nous demandons la redéfinition de la stratégie internationale de la France.

L'évolution de la situation en Irak et au Proche-Orient, depuis septembre 2014 et le début de l'intervention aérienne française en Irak révèlent à la fois les limites de l'efficacité de ces frappes et les ambiguïtés de la politique de la France. Toute l'histoire des vingt dernières années, en Irak déjà, en Afghanistan, en Libye... est là pour le confirmer : les interventions militaires occidentales ont toutes eu pour résultat de renforcer les organisations djihadistes.

La stratégie militaire ne fait pas une stratégie globale et c'est à ce problème que le monde est confronté du fait des choix faits par les États-Unis, leurs alliés, depuis vingt ans, et du fait du soutien actif d'États, alliés des États-Unis ou de l'OTAN comme le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore, on l'a vu récemment, le double jeu d'un pays comme la Turquie.

Comme je l'indiquais au Sénat lors du débat de septembre : « Si la lutte contre l'Organisation de l'État islamique et les groupes djihadistes ne vise pas les causes et les facteurs qui nourrissent leur développement et leur implantation, alors l'objectif ne pourra être atteint et les opérations n'y changeront rien ».

Quatre mois après le début des bombardements, où sont les résultats militaires promis ? Les menaces se sont mêmes faites plus fortes, du Proche-Orient jusqu'en Afrique, qu'il s'agisse d'exécutions d'otages mais aussi de massacres de masse comme dans plusieurs villages nigérians, il y a quelques jours, où plusieurs centaines de personnes ont perdu la vie.

Nous avons même pu voir à quel point cette stratégie se défaussait quand il s'est agi de répondre à l'appel des populations de Kobanê et des forces démocratiques du PYD aux premières lignes de l'avancée meurtrière de Daesh en Syrie. Pire, on a vu la Turquie laisser passer les djihadistes, leur armement lourd, leur pétrole mais bloquée les volontaires turcs et kurdes, les réfugiés kurdes, syriens et irakiens, l'aide humanitaire et l'appui militaire aux forces du PYD. Pendant des semaines, des mois, leur appel à bombarder les positions de Daesh en face de Kobanê a été ignoré des chancelleries française et américaine.

Notre détermination à stopper les groupes armés islamistes est sans équivoque mais force est de constater que la stratégie de « guerre au terrorisme » mise en œuvre, en particulier depuis le 11 septembre 2001, est en échec patent et produit les effets inverses aux objectifs affichés.

Les foyers djihadistes ont été multipliés par treize; des centaines de jeunes Européens, de Français, parmi lesquels beaucoup de jeunes femmes, passent directement de la délinquance et de l'exclusion sociale à l'embrigadement fanatique criminel, les populations de Syrie et d'Irak sont piégées entre les risques de mort et les souffrances de l'exil ; leur évacuation et leur tentative de trouver la vie sauve fait l'objet d'un commerce ignoble de trafiquants qui n'hésitent à pas laisser s'échouer en Italie des cargos conçus pour le transport animal et remplis de centaines de réfugiés de tous âges. Le Liban de son côté voit sa population dépassée par l'afflux de réfugiés syriens sans qu'une véritable aide humanitaire internationale ne s'organise : seule, son armée par l'entremise de la France et de l'Arabie saoudite se prépare au pire.

Ce chaos généralisé, ce climat de guerre doivent être stoppés.

Déclarer que nous sommes en guerre, c'est renoncer à imposer la paix et s'enfermer dans le piège tendu par les intégristes. Eux veulent l'affrontement, nous voulons une société de liberté, de progrès, de paix. En cela, il faut faire attention à l'idée que nous vivons « le 11 septembre de la France », il s'agit de nous entraîner dans les mêmes erreurs faites par les États-Unis et l'Occident au lendemain des attentats de 2001. Les néo-conservateurs ont imposé le concept de « guerre contre le terrorisme » - c'est-à-dire une guerre sans fin qui a alimenté le fléau, au lieu de le combattre.

Oui nous devons stopper la menace. Ici en France, en Europe, et au Proche-Orient. Il faut pour cela que la France change de politique extérieure, en cessant de s'arrimer à l'OTAN et aux États-Unis, en cessant de tergiverser devant les intérêts de puissances régionales comme le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël. Ce qui conduit la France à s'interdire de jouer le rôle qui devrait être le sien comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Au Proche et au Moyen-Orient, la lutte contre les groupes armés islamiques exige une stratégie globale de tous les pays de la région, qui mette fin à l'hypocrisie ! et prive ces groupes des moyens militaires et financiers. L'appui aux forces démocratiques devrait être la priorité de l'action de la France, avec un soutien actif aux initiatives diplomatiques du Secrétaire général de l'ONU en Syrie et en Irak. Et puis, promouvoir la paix au Proche-Orient, ce serait pour la France de reconnaître sans plus tarder l'État palestinien et soutenir son développement. Qu'attend monsieur François Hollande pour le faire ? N'a-t-il pas la majorité des deux Chambres pour cela ? Qu'attendez-vous ?

Aujourd'hui, rechercher une issue politique à la crise que traverse l'Irak passe par un gouvernement irakien qui élargisse encore sa base à toutes les composantes de la société irakienne, c'est exiger l'arrêt de tout soutien financier et militaire des pays de Golfe et de la Turquie aux groupes djihadistes armés et à leur instrumentalisation, c'est renforcer le contrôle international sous l'égide de l'ONU- dont une résolution existe à cet effet- pour lutter contre le trafic d'armes, d'argent et de pétrole en faveur ces groupes, c'est, enfin, préparer une conférence régionale sous l'égide de l'ONU avec tous les pays de la région, Iran compris, afin d'avancer vers des solutions communes aux enjeux de paix, de démocratie et de développement de la région dans le respect de l'intégrité territoriale de chacun.

Ô bien sûr, tout cela est moins vendeur que les déclarations de matamore annonçant la punition internationale, mais ce serait en réalité tellement plus efficace !

En France, il faut combattre ces réseaux à la fois comme des filières mafieuses et comme des sectes dont ils ont repris les méthodes pour exploiter toutes les misères et divisions sociales de notre pays ; ils s'en prennent à cette partie de la jeunesse française désocialisée, en perte de repères, subjuguée par des imposteurs nourris de haine, de violence, de racisme, d'antisémitisme, de bêtise crasse. Cette partie très marginale de la jeunesse qui dit « combattre le système » mais qui, en fait, veut en devenir la nouvelle élite.

Nous vivons dans une société française profondément fracturée, où incompréhensions, rancœurs et haines se nouent dans des rapports sociaux marqués par la violence. Le dépassement de cette contradiction dangereuse qui masque l'affrontement de classe et les logiques de domination, est devenu plus que jamais indispensable. L'affrontement identitaire a une nature et une fonction politiques, ne nous y trompons pas.
Alors, maintenant, que faire ?

Beaucoup de ceux qui n'avaient hier que « l'union nationale » à la bouche, semblent bien vite vouloir tourner la page,effacer l'image du peuple rassemblé, de l'élan populaire qui s'est exprimé samedi et dimanche, et ne garder de tout cela que les images aseptisées des hommages officiels. Et revenir bien vite à cette politique politicienne qui prive les citoyens de parole, les exclut des débats.

Certaines forces politiques nous appellent à parler sécurité. Comme si tout le reste du message adressé par les Français était déjà oublié. Pour nous, pas question de tourner la page. **Nous sommes prêts à parler sécurité, mais nous voulons parler : liberté, laïcité, égalité, fraternité, paix, solidarité.** Le Pcf proposera de rencontrer toutes les forces vives du pays : partis, syndicats, associations, Eglises, élus, médias, intellectuels et citoyens pour animer ce débat, sans aucun tabou, ni instrumentalisation. **La société a dit « unité pour vivre ensemble », eh bien construisons le**

vivre ensemble pour faire société ensemble !

Hier j'étais Charlie, nous étions tous Charlie.
Aujourd'hui, demain, je reste Charlie, restons Charlie !

Restons Charlie et hissons-nous au niveau de la parole citoyenne qui s'est exprimée ces derniers jours.

Restons Charlie : Oui le peuple veut vivre en sécurité ! Mais il ne veut pas d'un « Patriot Act » dans lequel la République perdrait son âme. Il ne veut pas plus de prison, il demande davantage d'école, plus d'éducation, plus de droit à la formation. « Ouvrir une école, c'est fermer une prison », disait Victor Hugo. **Rester Charlie,** c'est d'abord s'engager à donner un nouvel élan pour **l'école de la République.** L'école de la République, c'est une école d'où plus aucun jeune ne sorte sur un échec, qui construit le même droit à l'éducation pour tous, quelle que soit sa commune. L'école de la République, c'est celle où chaque jeune reçoit une éducation. Et il en sort, en fonction de ses goûts, de son talent, de ses capacités, avec un diplôme qui lui assure un bonne entrée dans la vie d'adulte, dans la vie active, dans la vie citoyenne. L'école de la République, c'est celle qui découvre et pousse les meilleurs talents par la réussite de tous. L'école de la République, c'est celle qui fait sa place à l'esprit critique et à la culture du débat.

Restons Charlie : Restons ce pays où une presse libre et impertinente peut secouer les consciences et les préjugés. Et soyons clair : il n'y a pas que les kalachnikovs qui menacent et tentent de massacrer cette liberté d'expression, d'opinion, cette liberté de la presse. Cette liberté est aussi mise à mal par l'Argent qui a mis son grappin sur la presse. Cette liberté de la presse est aussi malmenée par un État qui rechigne à s'en porter garant en lui apportant les moyens de résister à cette dictature financière qui a démoli en quelques décennies nombre de titres de la presse française.

Restons Charlie : Restons ce pays et ce peuple qui, parce qu'il est un pays et un peuple de culture, est un pays et un peuple bienveillant, qui refuse la violence, les exclusions, le racisme et l'antisémitisme. Restons ce pays de dessinateurs, de bibliothèques, de musées, de cinémas, de scènes et d'arts vivants. Restons ce pays qui a poussé son attention à la culture jusqu'à inventer un statut du travail, celui des intermittents, qui garantisse la création du spectacle vivant. La culture, il faut la défendre aussi contre les politiques d'austérité et contre le Medef.

Restons Charlie : dans les rues on a parlé police, justice, on a parlé école, culture. C'est dire qu'on a parlé services publics. Des services publics qui font, eux aussi, aussi le ciment de notre République. Des services publics aujourd'hui menacés de mort par les politiques d'austérité. Rester Charlie, c'est donner un nouvel élan aux services publics, renforcer leur efficacité, étendre leurs champs d'action.

Restons Charlie. Avec la liberté de parler sans tabou de sexe et d'amour, de ne jamais transiger sur la liberté des femmes de disposer de leur corps. Et nous serons samedi pour fêter les quarante ans de la loi pour l'IVG.

Restons Charlie, restons ce pays et ce peuple fraternels. La fraternité est mise à mal par les frilosités réactionnaires qui ferment les yeux sur les évolutions du monde. Ils parlent « Europe », ils parlent « mondialisation », mais ils ferment leur cœur aux autres. Les capitaux ne connaissent plus de frontières mais des murs se dressent entre les humains, les pays et les continents, et la Méditerranée est un cimetière. Ces murs, du même coup, je l'ai dit, traversent notre société, nos villes. R**ester Charlie**, c'est accueillir les étrangers menacés dans leur pays en accordant le droit d'asile. Hier lycéen sans papier, Lassana est aujourd'hui le héros qui a sauvé des otages de l'hyper casher de Vincennes. Alors restons Charlie, exigeons la régularisation des sans papiers, exigeons le droit de vote pour les résidents étrangers.

Rester Charlie, c'est réhabiliter ces quartiers, ces cités, ghettos de toutes les misères. Réhabiliter les logements et les façades oui. Mais surtout réhabiliter les habitants dans leurs droits. Redonner dignité

par l'école, par le travail, par le respect, par la bienveillance, et ainsi donner aux habitants, aux jeunes, la confiance en eux et la conscience qu'ils sont, qu'ils font, eux aussi, la communauté française.
Cette communauté française, elle est une, elle est laïque, c'est-à-dire ouverte et tolérante, respectueuse des idées, des religions, des droits, des choix de vie de toutes, de tous, de chacune et de chacun.
Rester Charlie, c'est en finir avec la dictature du CAC 40, de l'idéologie du Medef, des lois Macron et consorts que nous allons combattre parce que le droit social, c'est le droit humain.
Rester Charlie, c'est espérer que Syriza remporte la victoire en Grèce pour ouvrir un nouvel espoir en Europe. La dictature de l'austérité et de la finance en Europe sacrifie des peuples entiers et la jeunesse européenne.
Le 25 janvier, la Grèce, martyrisée par la troïka et la coalition Samaras, pointée du doigt par les dirigeants européens les plus rétrogrades, va très probablement relever la tête en donnant la victoire à Syriza. Mon ami Alexis Tsipras qui devait être avec nous ce soir mais vu l'accélération des événements, il doit – et on le comprend – être auprès des Grecs.

Nous le saluons fraternellement.

Forces démocratiques et de gauche françaises, nous avons trois rôles à jouer dans l'immédiat, pour les soutenir :

- Le premier est de gagner l'opinion publique à la liberté du peuple grec de décider de son avenir, pour gagner la non-ingérence du gouvernement français dans la campagne électorale.

- Le deuxième est de faire la vérité sur le programme de Syriza et son attitude concernant l'Europe, pour vaincre ceux qui jouent sur les peurs comme ceux qui tentent d'amoindrir l'espoir de la possible formation d'un gouvernement de la gauche européenne dans le berceau de la démocratie.

- Enfin, nous avons la responsabilité de rouvrir le débat européen, d'engager le bras de fer en France pour que nos frères grecs puissent souffler, pour que les pays européens puissent reprendre en main les outils de leur développement, de notre développement commun.
Notre Europe, c'est celle de Tsipras, pas de Merkel, Cameron, et Renzi !

Un front large s'ouvre pour soutenir le peuple grec. Un meeting s'organise pour les jours qui viennent à Paris. En mai, un grand événement – le Forum européen des alternatives – aura lieu à Paris. Ce sera le rendez vous des européens critiques, des forces en mouvement – politiques et sociales – prêtes à travailler ensemble pour une nouvelle Europe, une Europe des peuples.

La République, la liberté, l'égalité, la fraternité, ce sont des valeurs auxquelles notre peuple croit, sur lesquelles il s'appuie. Il l'a dit avec force ces derniers jours. De se retrouver, de se découvrir ainsi, ensemble, porteurs de valeurs, d'aspirations communes a créé un grand moment d'émotion. Un de ces moments de grâce où le peuple découvre qu'uni, il est fort, bien plus fort que ces tyrans des temps modernes qui croient tenir le monde en accaparant ses richesses.

Nous restons Charlie en travaillant à rendre ce sursaut populaire pérenne. La République a besoin de ce nouvel élan et, pour cela, d'un projet rassembleur, positif et de progrès. Un projet d'égalité, de République sociale qui reconnaisse la vraie valeur du travail. Un projet pour l'école. Un projet de liberté et de fraternité. Un projet de culture. Un projet de paix, de désarmement qui porte haut la voix de la France. Ce projet, le Parti communiste veut contribuer à l'écrire à partir des aspirations de notre peuple, à partir de son écoute. « Un peuple se lève » disait l'Humanité aujourd'hui, nous entendons être dignes de ce peuple, des valeurs qu'il a - et avec quelle force ! - exprimées hier en se rassemblant. Oui, nous voulons vivre et revivre « des jours heureux ».